



Secrétariat général  
Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation  
Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS)

## **PROGRAMME DES ETUDES DU DEPS**

**2013-2014**

**adopté par  
le Conseil ministériel des études  
du 19 février 2013**

# SOMMAIRE

## PROGRAMME DU DEPS

---

<b>TABLEAU RÉCAPITULATIF DES PROJETS</b> .....	<b>4</b>
<b>❶ UNIVERS CULTURELS</b>	
1.a. Pratiques culturelles .....	5
1.b. Valeurs et représentations .....	5
1.c. Les inégalités culturelles .....	8
<b>❷ LES RESSOURCES CULTURELLES DE LA FRANCE : EMPLOI ET CRÉATION DE VALEUR</b>	
2.a. L'emploi culturel .....	10
2.b. Poids économique et activités de la culture .....	12
2.c. Modèles d'affaires, création de valeur et diversité de l'offre .....	14
<b>❸ LES POLITIQUES CULTURELLES : DU TERRITORIAL À L'INTERNATIONAL</b>	
3.a. Le financement de la culture .....	20
3.b. Les nouveaux enjeux du territorial .....	23
3.c. Exception culturelle, diversité culturelle, économie créative : les enjeux internationaux	25
<b>VALORISATION / JOURNÉE D'ÉTUDES DU DEPS</b> .....	<b>27</b>
<b>PROJETS DE PUBLICATIONS 2013</b> .....	<b>29</b>
<b>RÉCAPITULATIF DES PUBLICATIONS 2012</b> .....	<b>30</b>

**PROGRAMME DU DEPS : ETAT DES LIEUX EN FEVRIER 2013**

Titre	Suivi par
<i>Nouveaux projets</i>	
<i>Projets déjà validés en CME et à engager en 2013</i>	
<b>UNIVERS CULTURELS</b>	
<b>Pratiques culturelles</b>	
(séminaire) Pratiques culturelles numériques : définitions et mesure (et commande de 3 états de l'art)	OD
<b>Valeurs et représentations</b>	
Participation à l'Etude Longitudinale Française depuis l'Enfance (ELFE) (reconduction)	SO
2013-2014 : Les valeurs culturelles des Français (volet qualitatif 2013, volet quantitatif 2014)	JMG
2013-2014 : La culture juvénile à l'ère de la globalisation	SO
Univers culturels et genre (5 projets) (engagé en 2012)	SO
La culture architecturale des Français (engagé en 2012)	JMG
Pratiques culturelles comparées des Français et des Américains (engagé en 2011)	OD
Éléments de comparaison sur la culture générale des Français, 1988-2008 (travail interne)	OD NB
Établissement d'enseignement supérieur culture (enquête 48) (travail interne)	MFS
(publication) Sociabilité et sortie au théâtre	OD EM
(publication) L'enfance au prisme de la culture, approche internationale	SO EM
(publication) Evolution des pratiques culturelles des 15-29 ans [coédition DEPS/Injep]	SO EM
<b>Les inégalités culturelles</b>	
Représentation des inégalités culturelles	OD
(publication éventuelle en 2014) Travaux avec la DATAR : 1°) territoires prioritaires & EAC 2°) accessibilité des services et égalité des territoires	JCD
<b>LES RESSOURCES CULTURELLES DE LA FRANCE : EMPLOI ET CREATION DE VALEUR</b>	
<b>L'emploi culturel</b>	
Les non-salariés dans le secteur culturel (travail interne)	FP MG
Emploi, travail et revenu dans les métiers artistiques (synthèse audition assemblée nationale) (travail interne)	FP MG
L'émergence des femmes dans la création audiovisuelle et dans celle du spectacle vivant : analyse rétrospective de la place des femmes dans les métiers d'auteur, à partir de l'exploitation des données de la SACD (travail interne)	FP MG
Le métier de photographe	FP MG
Les temporalités du travail artistique dans les métiers de la création (engagé en 2012)	FP MG
La retraite dans les métiers artistiques : le cas des métiers artistiques et techniques du spectacle (engagé en 2012)	FP MG
Tendances de l'emploi dans le spectacle : exploitation statistique longitudinale des données de la caisse nationale des congés spectacles	FP MG
<b>Poids économique et activités de la culture</b>	
Les entreprises de spectacle vivant : repères économiques (travail interne)	VD
Le poids économique direct de la culture (travail interne)	YJ
Le bénévolat culturel et médiatique	FR YN
Les associations du spectacle vivant (engagé en 2012)	VD
Les méthodes micro-économétriques appliquées à l'évaluation des politiques publiques en matière culturelle (engagé en 2012)	YN
(publication) Les galeries d'art du premier marché (engagé en 2012)	FR YN
(publication) Culture et développement économique (engagé en 2010)	FR YN EM
(publication) L'économie du musical en France (engagé en 2009)	FR YN EM

<b>Modèles d'affaires, création de valeur et diversité de l'offre</b>	
Les pratiques de mutualisation	FR YN
Séminaire « Entreprises culturelles et internet : contenus numériques et modèles d'affaires innovants »	AG
Entrepreneurs et entreprises culturelles : pérennité et transmission	FR YN
Les formes diversifiées de valorisation du spectaculaire	FR YN
Socio-économie d'une pratique : vivre avec l'art au travers d'une collection	FR YN
Notoriété des œuvres et des artistes : les nouvelles formes de consécration à l'ère numérique (7 sujets 2012)	FR YN
L'autoproduction dans les secteurs culturels (engagé en 2012)	FR YN
La fabrique de la programmation	FR YN
La production créative avec peu ou sans propriété intellectuelle (engagé en 2012)	FR YN
(séminaire de l'Ecole des Mines) Économie de la création et de la créativité	FR YN
(publication) Musiques actuelles, ça part en <i>live</i> (coédition IRMA)	FR YN EM
(publication) Les prestataires techniques dans les filières culturelles (engagé en 2010)	FR YN EM
(mises en ligne) 3 rapports sur les modèles économiques de la presse (engagés en 2010)	AG
<b>LES POLITIQUES CULTURELLES : DU TERRITORIAL A L'INTERNATIONAL</b>	
<b>Le financement de la culture</b>	
Le financement de la culture (travail interne)	YJ
Les dépenses culturelles des ménages (enquête budget de famille INSEE) (travail interne)	YJ
Nouvelle économie des institutions culturelles : 1) publics et politiques tarifaires ; 2) le tournant numérique ; 3) nouvelles formes de gouvernance	FR
Enquête statistique nationale sur les dépenses culturelles des collectivités territoriales (engagé en 2012)	JCD
<b>Les nouveaux enjeux du territorial</b>	
Marseille-Provence 2013 : public et pratiques	OD
L'action linguistique des collectivités territoriales : étude exploratoire	JCD/JMG
La dimension territoriale de la vie culturelle	JCD/JMG
Pratiques locales de mécénat : le parrainage culturel d'entreprises (engagé en 2009)	FR YN EM
Estimation de l'impact économique de dépenses de court-moyen terme d'un événement culturel pour son territoire environnant : le cas de « Visa pour l'image » (engagé en 2010)	FR YN
L'impact d'événements culturels uniques importants sur l'activité économique locale, régionale ou nationale (engagé en 2012)	FR YN
Typologie des bibliothèques départementales (travail interne)	NB
(colloque) 6èmes journées d'économie de la culture et de la communication : les <i>clusters</i> culturels (Nantes, 26-27 mars 2013)	FR YN
(publication) Le rapport au territoire des équipes artistiques (engagé en 2011)	FR YN EM
<b>Exception culturelle, diversité culturelle, économie créative : les enjeux internationaux</b>	
Équilibres et articulations des droits de propriété littéraire et artistique	DF
Economie créative et stratégies de puissance	DF
Répertoire des mesures d'intervention publique et parapublique à l'égard des industries culturelles et médiatiques	FR YN
1ère journée du DEPS & cinquantenaire	DF/OD
(publication en 2014 à la suite du 50aire) « Etudes et politiques culturelles »	OD

# I – PROGRAMME DU DEPS

## 1°) - UNIVERS CULTURELS

Nouveaux projets

Projets déjà validés en CME et à engager en 2013

### 1-A) PRATIQUES CULTURELLES

#### **Séminaire « Pratiques culturelles numériques : définitions et mesure »**

Un séminaire regroupant chercheurs, statisticiens, méthodologues, professionnels sera organisé. Inscrit au programme 2010-2011 et reconduit, il associera des représentants du ministère, des sociétés de sondage, des autorités de régulation, et des laboratoires de recherche du GIS ou hors du GIS. Ce séminaire s'intéressera notamment aux outils développés par les acteurs publics ou privés, nationaux comme internationaux, pour la mesure des pratiques culturelles et médiatiques numériques. Il pourra s'appuyer sur une étude lancée en 2010, portant sur un « recensement raisonné des outils de suivi et de mesure des usages culturels du numérique et des pratiques culturelles et médiatiques « classiques » affectées par le numérique ».

3 synthèses seront réalisées en accompagnement du séminaire :

=> Intensités d'usage et économie de l'attention

=> Communautés de goût et nouvelles formes de la prescription

=> Multisupport et hyper-offre : la gestion de la profusion

Séminaires sur les 3 derniers trimestres 2013

Publication prévue : rédaction de trois synthèses présentant l'état de l'art.

### 1-B) VALEURS ET REPRESENTATIONS

#### **Participation à l'Etude Longitudinale Française depuis l'Enfance (ELFE) (reconduction)**

Piloté notamment par l'INSEE, l'INED, l'INSERM, la DEPP (Education Nationale), ELFE est le premier panel longitudinal français, au sein duquel, le DEPS occupe une part active dans la thématique "socialisation – éducation", dont l'objectif est de suivre les enfants de leur naissance à leurs vingt ans (au moins), suivant des thématiques traitées qui vont de la santé à la culture en passant par la situation économique et l'éducation. Le MCC participe à ce projet depuis son origine afin que les thématiques culturelles (phénomènes de transmission, effets de long terme des initiations culturelles ou de leur absence, etc.) soient présentes à chaque stade des interrogations dédiées aux sciences sociales.

Le travail interne au DEPS pour le panel, associant un chargé d'études et un statisticien, consiste à proposer des modules « culture » pour les questionnaires envisagés. L'accès aux données des tests sera possible dans le courant de l'année et pourrait donner lieu à de premières explorations statistiques.

Convention de recherche sur 5 ans, de 2013 à 2017.

<p>2013-2014 :  <b>Les valeurs culturelles des Français</b>  (volet qualitatif 2013, volet quantitatif 2014)</p>	<p>Une première étude exploratoire à caractère méthodologique a été lancée en 2009 auprès de lycéens sur leurs représentations de la culture. Il s'agit d'étendre le champ de l'interrogation à l'ensemble de la population adulte afin de mieux cerner l'importance symbolique accordée à la culture et les liens entre représentations de la culture et représentations d'univers connexes (loisirs, sport, éducation, etc.) et de s'interroger sur la réalité d'un certain relativisme culturel qui se traduirait par une prise de distance à l'égard des critères de la légitimité culturelle et un effacement des hiérarchies. Au-delà de l'intérêt intrinsèque d'une telle perspective, il s'agit d'éclairer la dimension symbolique des pratiques culturelles pour apporter des éléments d'interprétation aux évolutions observées.</p> <p>Une étude qualitative préalable sera menée avant la réalisation d'une enquête nationale par sondage auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Elle devra préciser les thématiques à privilégier (conceptions de la culture, contours et ses hiérarchies, opinions à propos de l'élargissement continu du champ de compétences des pouvoirs publics en matière culturelle et de la légitimité des principes et finalités des politiques culturelles, appréciations sur les contenus de la culture numérique) ainsi que les conditions d'enquête les plus adéquats pour les aborder.</p> <p>Pilotage : DEPS + les 3 DG + DGLFLF  Marché public avec étude qualitative en 2013, étude quantitative en 2014.  Publication prévue : 1er trimestre 2015</p>
--	---

<p>2013-2014 :  <b>La culture juvénile à l'ère de la globalisation</b></p>	<p>Des tensions fortes sont perceptibles dans le monde contemporain entre individualisme et mondialisation, entre diversité culturelle/cosmopolitisme et particularismes. La culture et la communication jouent dans ce contexte un rôle majeur, car elles figurent au premier chef parmi les objets mondialisés (firmes internet internationales, produits des industries culturelles, "américanisation" des goûts des jeunes générations mise en évidence par la dernière enquête Pratiques culturelles des Français) mais également dans la recherche de micro-localisation (langues de France, résurgences de formes folkloriques, marchés de niches dans les industries culturelles, etc.), notamment dans les jeunes générations. On sait peu de choses sur la manière dont les jeunes combinent normes culturelles transnationales et affiliations nationales ou locales. La circulation de biens culturels mondialisés favorisent-elle l'émergence d'un sentiment de cosmopolitisme ou bien l'imposition de modèles culturels hégémoniques ? En quoi la circulation de contenus culturels mondialisés modifie-t-elle les processus de transmission culturelle ? Prolongeant les travaux sur les univers culturels des plus jeunes, et interrogeant la question des mutations des répertoires de goûts liés à la mondialisation, il s'agit d'un projet d'enquête auprès des 15-25 ans faisant la part belle au « cosmopolitisme » du quotidien, et notamment aux questions linguistiques.</p> <p>Le projet s'inscrit dans la perspective d'une comparaison internationale: une enquête similaire est programmée au Québec (via l'Observatoire de la jeunesse) et en Australie (via la Griffith University). Des contacts ont également été pris avec une équipe indienne à Delhi (JNU + CSDS), de même qu'avec une équipe brésilienne (EMB).</p> <p>Pilotage: DEPS + DGLFLF + BPI</p>
--	--

Marché public sur 2013 et 2014

Publication prévue : 2ème trimestre 2015

Valorisation envisagée: journée d'étude et de confrontation des résultats des diverses enquêtes nationales.

Liens vers des études déjà réalisées par le DEPS dans le même domaine ou domaines connexes :

-Sylvie Octobre, Christine Detrez, Pierre Mercklé, Nathalie Berthomier, L'enfance des loisirs, Paris, MCC, 2010

<http://www.enfanceetcultures.culture.gouv.fr/actes/Actes-Enfanceetcultures-global.pdf>

-Olivier Donnat, Les pratiques culturelles des Français à l'ère du numérique, Paris, MCC/Découverte, 2009

<http://www.pratiquesculturelles.culture.gouv.fr/doc/08synthese.pdf>

-Jean Michel Guy, Cultures croisées, références interculturelles des Allemands, des Italiens et des Français, Culture Etudes, 2008-6

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Culture-etudes/Cultures-croisees-CE-2008-6>

#### **Projets en cours déjà engagés :**

- Univers culturels et genre (engagé en 2012)
- La culture architecturale des Français (engagé en 2012)
- Pratiques culturelles comparées des Français et des Américains (engagé en 2012)
- Éléments de comparaison sur la culture générale des Français, 1988-2008 (travail interne)
- Établissement d'enseignement supérieur culture (enquête 48) (travail interne)
- (publication) Sociabilité et sortie au théâtre
- (publication) L'enfance au prisme de la culture, approche internationale
- (publication) Evolution des pratiques culturelles des 15 à 29 ans [coédition DEPS/Injep]

## 1-C) LES INEGALITES CULTURELLES

<b>Représentation des inégalités culturelles</b>	<p>L'Agence nationale pour la recherche (ANR) a retenu en septembre 2011 dans le cadre d'un appel d'offres sur les inégalités en France un projet coordonné par Olivier Galland (GEMASS/CNRS) dont l'objectif d'identifier et d'expliquer les mécanismes de formation des représentations des inégalités. Dans le cadre de ce projet qui doit se dérouler en 2012-2014, il est prévu de réaliser un volet spécifique sur les inégalités culturelles et leur représentation</p> <p>L'analyse des facteurs à l'origine de l'inégale distribution de la participation culturelle est ancienne. Les enquêtes menées sur la fréquentation des théâtres, musées, maisons de la culture, etc... remontent aux années 60 et les enquêtes Pratiques culturelles des Français offrent depuis le début des années 70 une vision générale de l'évolution des principales inégalités sociales et territoriales en matière d'accès à la culture.</p> <p>En revanche, les représentations et opinions en la matière sont fort peu connues. il n'existe à ce jour aucune donnée sur le regard que les Français posent sur les différences sociales, territoriales ou liées à l'âge mises en évidence par les enquêtes sur les pratiques culturelles, alors que leur réduction a toujours constitué le socle de la mission assignée aux pouvoirs publics dans le domaine culturel à travers l'objectif de démocratisation. Ces différences ou certaines d'entre elles sont-elles vécues comme des injustices ou des inégalités ? Pourtant, le thème des inégalités culturelles semble bien être présent dans les préoccupations des Français. Certaines populations considèrent-elles que leurs pratiques ou leurs attentes ne sont pas suffisamment reconnues par les pouvoirs publics ? De manière plus générale, les différences d'accès aux biens culturels sont-elles perçues comme des injustices intrinsèques et/ou des handicaps pour la réussite d'autres aspects de la vie sociale ? La mise en cause, dans les travaux récents du rôle de la légitimité culturelle et de l'accès à la culture savante, comme descripteur pertinent des inégalités culturelles trouve-t-elle son pendant dans la représentation que se font les Français des inégalités dont ils ont le sentiment de souffrir en ce domaine ? Tels sont les principaux sujets que cette étude inédite abordera.</p> <p>Calendrier : du 1er trimestre 2013 à fin 2014.</p>
--	--

<b>Travaux avec la DATAR</b> 1°) territoires prioritaires & EAC  ○○○ 2°) accessibilité des services et égalité des territoires	<p>1°) Travail interne, mené dans le cadre d'un groupe de travail piloté par le SCPCI (CS) sur l'évolution des indicateurs Lolf ; pour l'indicateur de l'effort de développement de l'EAC dans les territoires prioritaires, il s'agit de mieux prendre en compte les territoires ruraux et leurs habitants : pour ceux-ci, la définition de territoires prioritaires se fonde sur la nouvelle typologie des campagnes françaises, établie par la Datar, et requiert un travail spécifique de sélection mobilisant les données pertinentes. Cette sélection déclinée par région est ensuite transmise aux Dracs pour analyse. Ce travail sera d'abord testé sur sept régions. A terme, il doit déboucher sur une nouvelle géographie prioritaire, appréhendée à partir de la politique d'EAC, incluant les nouveaux zonages prioritaires de la politique de la ville, en cours de redéfinition. Cette nouvelle géographie prioritaire devrait faire l'objet d'une analyse au</p>
--	--



regard d'autres politiques conduites sous la responsabilité du MCC afin de déterminer dans quelle mesure elle pourrait leur être appliquée. C'est donc sur cette réflexion que pourrait se poursuivre le travail conduit en 2013 concernant l'EAC.

ooooooo

2°) Travail interne, mené en lien avec le Dat (SG), dans le cadre d'un groupe de travail interministériel de la Datar.

Ce groupe a pour objectifs :

- une définition partagée de la notion d'accessibilité (qui tient compte sans s'y limiter des temps d'accès appréhendés par la chronodistance en particulier);
- l'élaboration d'un panier ou bouquet de services à la population, organisé par "gamme" selon les différents niveaux de facilité d'accès recherchée (proximité/intermédiaire ou supérieur, provisoire à ce stade)
- et la mobilisation des bases de données existantes sur les services considérés.

La démarche adoptée consiste à identifier les bases de données existantes (au MCC) en matière de "ressources" culturelles, pour l'ensemble du champ. Ceci permettra également d'actualiser et compléter les données culture dans la BPE, base permanente des équipements, de l'Insee.

Outre l'identification de territoires (et leur population) déficitaires du point de vue de l'accessibilité des services, l'approche transversale (santé, sport, culture, éducation, petite enfance, etc.) de la question devrait être source de valeur ajoutée pour la réflexion.

L'analyse géographique et cartographique qui sera produite, thématique et transversale, sera également directement mobilisable par le MCC et devrait être analysée.

Travaux lancés en 2014.

## 2°) LES RESSOURCES CULTURELLES DE LA FRANCE : EMPLOI ET CRÉATION DE VALEUR

### 2-A) L'EMPLOI CULTUREL

<b>Les non-salariés dans le secteur culturel</b>	<p>Pour la première fois, l'Insee a mis à disposition les données de l'Acoss sur les revenus des indépendants. L'analyse de ces données sur le champ des activités culturelles donnera un éclairage sur une zone peu connue de l'emploi des secteurs culturels qui représente, de façon constante depuis 25 ans, un quart de l'emploi total dans ces secteurs. Elle complétera l'information déjà disponible sur les revenus des salariés des secteurs culturels et permettra également de mesurer la part des professionnels qui cumulent les statuts salarié et non-salarié en 2009.</p> <p>Travail interne</p>
<b>Emploi, travail et revenu dans les métiers artistiques (synthèse audition Assemblée Nationale)</b>	<p>Dans le cadre de la mission sur les conditions d'emploi dans les métiers artistiques menées par la commission des affaires culturelles et d'éducation et par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le Deps a rassemblé un vaste corpus d'informations relatives à ces métiers, à partir d'une multitude de sources statistiques (enquête Emploi, DADS, recensement de la population, base non-salariés, Agessa, Maison des artistes, Pôle Emploi, etc.). Celles-ci ont permis de dégager les caractéristiques des professionnels de la création (évolutions socio-démographiques, modes de vie) et de leur emploi (temps de travail, revenus, pluriactivité, organisation des temps et des lieux de travail, etc.).</p> <p>Ce travail sera valorisé sur le plan éditorial par une publication dans deux collections différentes : la première sera destinée à la collection Culture études du Deps, la seconde à l'édition 2013 de France Portrait Social de l'Insee.</p> <p>Travail interne</p>
<b>L'émergence des femmes dans la création audiovisuelle et dans celle du spectacle vivant : analyse rétrospective de la place des femmes dans les métiers d'auteur, à partir de l'exploitation des données de la SACD</b>	<p>Cette étude statistique s'appuie sur les données collectées par la SACD sur les auteurs (hommes et femmes), leurs œuvres déclarées entre 1960 et 2011 (année de visa) et les droits qui leur ont été répartis de 2010 à 2011.</p> <p>Elle fait suite à une première étude réalisée en 2010-2011 sur les carrières des auteurs entre 1997 et 2008. Celle-ci a posé les jalons d'un partenariat entre le Deps et la SACD et ouvert la voie à des analyses plus thématiques : cette seconde étude se propose ainsi d'analyser les carrières d'auteur sous l'angle du genre.</p> <p>Travail interne</p>

## **Le métier de photographe**

Les transformations technologiques de grande ampleur qui ont affecté le secteur de la photographie ces dernières années ont amené à une redéfinition en profondeur du métier de photographe, vécue en termes de crise par ce milieu professionnel.

La présente étude se propose, au moyen d'une méthodologie à la fois quantitative et qualitative, de dresser un portrait sociologique précis de ce groupe professionnel dans toute sa diversité, en abordant les questions de formation et d'entrée dans le métier, l'analyse de l'activité professionnelle et des rémunérations, la physionomie des carrières.

Centrée sur la connaissance approfondie du métier, cette étude pourrait être prolongée par une étude économique de ce secteur et par une étude sociologique sur la pratique amateur de la photographie, en forte expansion.

Marché public

Du 3ème trimestre 2013 à fin 2014.

### **Projets en cours déjà engagés :**

- Les temporalités du travail artistique dans les métiers de la création (engagé en 2012)
- La retraite dans les métiers artistiques : le cas des métiers artistiques et techniques du spectacle (engagé en 2012)
- Tendances de l'emploi dans le spectacle : exploitation statistique longitudinale des données de la caisse nationale des congés spectacles

## 2-B) POIDS ECONOMIQUE ET ACTIVITES DE LA CULTURE

<b>Poids économique direct de la culture</b>	<p>Cette étude a pour but le calcul sur la période 1995-2011 d'un « PIB culturel », le champ culturel étant ici entendu au sens des récents travaux ESSnet.</p> <p>Ce PIB sera calculé à partir de la répartition par branche de la valeur ajoutée effectuée par l'Insee. La publication permettra deux principales analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- comment a évolué le poids économique direct de la culture au cours des 15 ou 20 dernières années ;</li><li>- quelles activités ont tiré vers le haut ou vers le bas ces évolutions (patrimoine, industries culturelles, etc.).</li></ul> <p>La publication aura également un aspect méthodologique : comment estimer ce PIB culturel ? quelles sont les autres estimations disponibles dans les pays européens ? quelle est la différence entre PIB culturel et la valeur ajoutée des secteurs marchands culturels etc.</p> <p>Travail interne</p>
<b>Les entreprises de spectacle vivant, repères économiques</b>	<p>En 2011, les unités marchandes du spectacle vivant ont été enquêtées pour la première fois dans le cadre du dispositif de la statistique d'entreprises de l'Insee, l'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises. Seront publiées début 2013 les données portant sur les résultats structurels et comptables 2010 afin de produire un premier panorama des caractéristiques économiques des trois secteurs d'activités du spectacle vivant : les activités des arts du spectacle (code NAF 90.01Z), celles de soutien au spectacle vivant (code NAF 90.02Z) et celles de gestion des salles (code NAF 90.04Z).</p> <p>Travail interne</p>
<b>Le bénévolat culturel et médiatique</b>	<p>La production, la diffusion-distribution et la mise à disposition de nombreux biens et services culturels et médiatiques dépendent en France de la contribution d'un grand nombre de bénévoles (ni volontaires, ni salariés), qu'il s'agisse de participer à l'organisation d'un événement culturel comme un festival ou à l'activité d'une bibliothèque municipale, d'une salle de concert ou d'exposition, de gérer un petit musée local, d'être membre d'une association de restauration patrimoniale ou d'une association de pratiques amateurs mais aussi, plus récemment, de participer à la production et la mise à jour d'articles d'encyclopédie en ligne ou d'autres contenus culturels ou médiatiques numérisés.</p> <p>Dans ce domaine, le bénévolat est interprété globalement par l'économiste comme découlant d'une offre globale de travail individuel non rémunéré ou comme un volume global de dons de temps individuels. L'une comme l'autre viennent participer aux différentes activités successives des " filières " culturelles et médiatiques concernées. L'une comme l'autre peuvent aussi être interrogées quant à leur caractère complémentaire ou substituable vis-à-vis de l'offre globale de travail rémunéré (population active occupée) et du volume global de dons d'argent (mécénat financier) qui contribuent aux activités de production, de distribution et de mise à disposition. Enfin, l'économiste a développé plusieurs modèles explicatifs de l'activité de bénévolat en mobilisant des concepts aussi variés que la production de biens collectifs, la consommation de biens dits privatifs ou l'investissement en capital humain.</p> <p>Malgré son importance en lien direct avec celle de l'activité associative en France (le bénévolat culturel associatif concernerait à lui seul plus de 200 000 associations, un peu moins de 20 % du total des associations et 16 % du</p>

volume total de travail bénévole), le bénévolat (associatif, formel ou organisé) spécifiquement culturel et médiatique reste une activité relativement peu étudiée<sup>1</sup>. Avant de chercher à formuler de nouvelles pistes d'investigation, il conviendrait de disposer d'un état du savoir quantitatif et qualitatif sur l'économie du bénévolat culturel et médiatique (cadre institutionnel, acteurs, activités concernées, fonctionnement, types de structure, etc.), dans la perspective plus générale d'une meilleure compréhension du fonctionnement de l'économie culturelle et médiatique.

Plus précisément, après un travail de définition, cet état du savoir viserait à rassembler et exposer les éléments de réponse de nature quantitative<sup>2</sup> et qualitative à une variété de questions :

- caractéristiques socio-démographiques des bénévoles et nature de leurs partenaires,
- estimation du volume de travail concerné (effectifs, heures, nombre moyen par association, nombre d'associations concernées, équivalents temps plein, proportion dans la population française, taux de bénévolat, proportion relativement à la population active occupée (secteur privé, secteur public, secteurs privé et public), etc.),
- types d'activité concernés (production, diffusion-distribution et mise à disposition),
- effets propres des caractéristiques individuelles sur la pratique du bénévolat,
- nature complémentaire ou substituable des dons de temps relativement aux dons d'argent,
- impact de l'ampleur et la structure des dépenses publiques sur les dons de temps (crowding-in ou crowding-out),
- estimation de la valorisation ou de la valeur monétaire du bénévolat (rapportée en euros et en proportion du produit intérieur brut) et comparaison avec le volume estimé des dons pécuniaires,
- ensemble des motifs individuels au bénévolat (motivation), etc.

L'analyse chercherait à proposer une double approche relative en comparant ce domaine aux autres domaines bénéficiant du bénévolat (sport, loisirs, activités socio-éducatives, activités religieuses, défense des droits, personnes âgées, etc. ; comparaison intersectorielle) et en comparant, à l'intérieur du domaine culturel et médiatique, ses différentes composantes (comparaison intra-sectorielle).

Pilotage: DEPS + les 3 DG + experts extérieurs

Marché public de 9 mois

Publication prévue : Culture études fin 2014 et mise en ligne du rapport final

### Projets en cours déjà engagés :

- Les associations du spectacle vivant (engagé en 2011)
- Les méthodes micro-économétriques appliquées à l'évaluation des politiques publiques en matière culturelle (engagé en 2012)
- (publication) Les galeries d'art du premier marché (engagé en 2012)
- (publication) Culture et développement économique (engagé en 2010)
- (publication) L'économie du musical en France (engagé en 2009)

## 2-C) MODÈLES D'AFFAIRES, CREATION DE VALEUR ET DIVERSITE DE L'OFFRE

### **Les pratiques de la mutualisation**

Développer des formes de partenariat et de coopération voire de véritables mutualisations est une pratique qui existe à des degrés divers dans tous les différents secteurs culturels : cela permet en effet de développer de nouvelles activités et de renforcer l'efficacité individuelle et collective en mettant en œuvre des économies d'échelle et des économies d'envergure. Un tel développement est perçu assez unanimement comme positif et à promouvoir comme en témoignent les recommandations de nombreux rapports et les déclarations d'intentions de nombreux acteurs publics.

Or l'état réel des modes de coopération et de mutualisation existants fait rarement l'objet d'une appréhension un tant soit peu précise. De plus, il règne un grand flou sur les termes utilisés : coopération, partenariat, mutualisation, mise en réseau... Enfin, les obstacles et difficultés concrètes que peuvent connaître de telles démarches et synergies pour se mettre en place et se révéler efficaces ne sont guère évoquées alors qu'elles semblent réelles, en particulier les situations de concurrence souvent de plus en plus forte entre institutions et entreprises ainsi que le souci de chacun de faire reconnaître sa spécificité et ses atouts concurrentiels.

Pour aborder ce thème, il est proposé, dans un premier temps, une focalisation sur les " bureaux de production ", structures dans lesquelles se localise dans le spectacle vivant une bonne part de cette économie de la coopération sous des formes extrêmement variées et évolutives allant des confins de l'activité d'agent artistique à la prestation de services en passant par de multiples modalités de mise en commun de fonctions et d'activités. Ces structures se sont en effet fortement développées au début des années 2000. Il s'agirait d'étudier l'origine de ces structures, les projets qu'elles portent, les modes de coopération qu'elles organisent et les relations qui s'instaurent avec les équipes artistiques et compagnies qui ont recours à elles. Ceci devrait permettre d'ordonner la compréhension des modes de coopération autour d'une typologie adéquate. Une attention particulière devrait être accordée à la mise en évidence tant des facteurs favorables que des obstacles à de telles coopérations. L'étude détaillée de quelques cas typiques permettrait d'approfondir l'analyse.

En complément, une investigation documentaire et à l'aide de quelques entretiens devrait permettre d'approcher les traits saillants de la réalité des coopérations dans quelques secteurs très différenciés aussi bien de l'économie de l'unique que des industries culturelles.

Pilotage: DEPS + les 3 DG

Subvention de recherche 9 mois

Publication prévue : *Culture études* en 2014

**Séminaire  
« Entreprises  
culturelles et  
internet : contenus  
numériques et  
Modèles d'affaires  
innovants »**

Un programme de recherche a été lancée sur « l'analyse et le suivi des modèles économiques émergents des industries culturelles et de communication » à la demande de la DGMIC.

Ce programme prend la forme d'un séminaire « Contenus numériques et modèles d'affaires innovants ». Ce séminaire a une forme originale : à chaque séance, un entrepreneur ou praticien présente le modèle d'organisation de son entreprise, son expérience auprès de spécialistes du numérique: autres entrepreneurs, experts académiques et économistes...

Lancé en juin 2011, 8 séances ont été tenues en 2011-2012. Six séances sont prévues pour 2012-2013. Une continuation dans un format à définir pourrait être envisagée avec le DPN.

Travail interne

Actes du séminaire mis en ligne.

**Entrepreneurs et  
entreprises  
culturelles :  
pérennité et  
transmission**

Les entreprises culturelles, en particulier éditoriales, dont la démographie a été étudiée par ailleurs, connaissent comme toutes les autres entreprises les questions et incertitudes liées à leur transmission. Leur transmission constitue cependant un enjeu particulier car c'est la diversité du tissu entrepreneurial culturel qui est en cause et, partant, un des vecteurs de la diversité culturelle. D'autre part, cette transmission est souvent rendue plus délicate par la forte personnalisation de l'entreprise autour de son créateur, qu'elle en porte ou non le nom. Il semble d'ailleurs que dans certains secteurs comme le spectacle vivant, certaines structures entrepreneuriales n'aient pas forcément vocation à survivre à leur initiateur et dirigeant.

C'est donc la relation entre entrepreneur culturel et entreprise culturelle qu'il conviendrait d'examiner plus précisément d'un secteur à l'autre de manière à apprécier les conditions dans lesquelles les entreprises culturelles sont susceptibles de se pérenniser et, plus largement, comment leurs actifs immatériels en matière de catalogues de droits, de marque, de clientèle, d'expérience et de réseaux peuvent se transmettre dans de bonnes conditions. Le cas des structures fondées sur la collaboration entre plusieurs professionnels comme on la rencontre dans les cabinets d'architecture, les bureaux de design... devrait faire l'objet d'un examen particulier. (Ne rentrent pas dans le champ de l'étude, les "entreprises-projets" créées ad hoc dans le cinéma ou le musical, par exemple, pour porter la production d'un seul et unique projet).

Cette étude qui devrait être à même de déboucher sur des suggestions d'améliorations quant aux conditions de transmission des entreprises culturelles sera menée en liaison avec le Minefi et l'Insee.

Pilotage : DEPS + les 3 DG + CNC + Minefi (DGCIS) + INSEE

Marché public de 9 mois

Publication souhaitée : *Culture études* en 2014

**Les formes  
diversifiées de  
valorisation du  
spectaculaire**

Le spectaculaire concerne un vaste pan du champ culturel traditionnel allant du spectacle vivant (variété, comédie musicale, opéra, cirque, danse, magie...) en passant par les arts plastiques (expositions à succès, par exemple) jusqu'à certaines mises en valeur exceptionnelles du patrimoine. L'une des caractéristiques du spectaculaire est la multiplicité de ses formes de valorisation, des activités de représentation (lieux de diffusion ou de représentation au sens large) aux activités de commercialisation (productions principales, bien sûr, déclinées sous différentes formes mais aussi produits dérivés au sens large) en passant par les activités de découverte et de consécration (radio- et télé-crochets, concours, prix, récompenses, star system, etc.). L'économie du show business ou du show-biz en général apparaît ici typique mais le phénomène peut aussi concerner un de ses éléments, celui, par exemple, plutôt confidentiel, de la magie moderne. L'illusionnisme, qui a aussi ses stars, peut en effet se décliner dans une large diversité des lieux de représentation [salles de spectacle, cafés-théâtres, cabarets, casinos, paquebots de touristes, cirques, plateaux de télévision, festivals, lieux privés (galas, mariages, anniversaires...)] – d'où celle des sources de rémunération de ses artistes, source qui peut être enrichie des revenus dégagés du côté de l'industrie du jouet (boîtes, coffrets, jeux, tours, cartes, accessoires...) et de l'industrie de l'édition (ouvrages et vidéos, produits dérivés) – et il est caractérisé par l'existence de prix, de récompenses, de distinctions, de concours et de championnats nationaux et mondiaux.

Il y a des raisons de penser (voir par exemple l'étude du DEPS en cours sur l'économie du musical et des comédies musicales) que ce phénomène de multi-valorisation spécifique aux diverses activités artistiques de l'économie du show business continue de s'intensifier dans le futur, en réponse notamment aux effets produits par les politiques récentes de concentration et la révolution numérique, et au besoin régulier d'élargir l'éventail des débouchés commerciaux potentiels dans des stratégies de diversification qualifiées parfois de « stratégies à 360 ° » ou de versioning.

Pris dans sa globalité, le phénomène de multi-valorisation du spectaculaire semble avoir fait l'objet de peu d'analyses socio-économiques récentes. Son appréhension est pourtant essentielle, notamment pour l'acteur public dont l'intervention concerne de nombreuses activités du spectaculaire sous la forme de diverses subventions publiques et réglementations au sens large. Il s'agirait ici d'aborder le sujet en traitant deux ou trois secteurs illustratifs de façon séquentielle (activités de création dont découverte, activités de représentation, activités de commercialisation et de consécration) pour conduire, par extrapolation, à une analyse globale du sujet.

Pilotage : DEPS + DGPAT + DGCA

Marché public de 9 à 12 mois

Publication souhaitée : *Culture études* et mise en ligne du rapport final fin 2014

Liens vers des études déjà réalisées par le DEPS dans le même domaine ou domaines connexes :

- Xavier Greffe (coord.), *Création et diversité au miroir des industries culturelles*. Actes des Journées d'économie de la culture des 12 et 13 janvier 2006, La Documentation française, Questions de culture, 2006

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-colloques-seminaires-debats/Les-colloques/Journees-d-economie-de-la-culture-et-de-la-communication/1e-IECC.-12-13-janvier-2006>



- Marc Bourreau, Michel Gensollen et François Moreau, "Musique enregistrée et numérique : quels scénarios d'évolution de la filière ?", CP2007-1  
<http://www2.culture.gouv.fr/culture/deps/2008/pdf/Cprospective07-1.pdf>
- G r me Guibert et Dominique Sagot-Duvaurox, Musiques actuelles :  a part en live. Mutations économiques du filiere culturelle, Irma, collection "R volutic",   paraître.

**Socio- conomie d'une pratique : vivre avec l'art au travers d'une collection**

La fréquentation de l'art contemporain, son commerce au sens ancien du terme pourrait sembler, au travers de l'écho que s'en font les médias, se résumer à un microcosme international réunissant artistes, professionnels de la valorisation (galeristes, curators, conservateurs...) et collectionneurs, tous peu ou prou stars. Profiter du spectacle que donne ce microcosme au travers expositions et « monstrations » est pour la quasi-totalité des personnes intéressées par l'art contemporain la seule pratique de fréquentation de ces œuvres qu'il leur est hors de question d'acheter. Une autre étude au présent programme vise d'ailleurs à expliciter comment ces procédures de « monstration » sont partie intégrante de la valorisation de ce type d' uvres. On ne saurait oublier une réalité rituellement évoquée dans tous les plans de relance et de développement des arts plastiques et de son marché mais particulièrement mal connue et cernée : la pratique de la collection d'œuvres d'art. C'est le vecteur d'une appropriation et d'une fréquentation dès lors que l'on dépasse la simple fonctionnalité décoratrice. Il y là un vaste ensemble de pratiques constitutives d'un marché à la fois pour des œuvres nouvelles et pour leur « monstration » qui font aller de l'art contemporain le plus reconnu aux confins du marché des chromos en passant par l'art moderne. Plusieurs questions se posent : existe-t-il des types différents de collectionneurs caractérisés par leurs disponibilités financières, le spectre de leurs intérêts, leur passage plus ou moins rapide d'un genre ou d'un artiste à un autre, assimilable à une vitesse de circulation... L'étude à entreprendre devrait conjuguer l'observation et l'analyse qualitative des comportements fondée de manière privilégiée avec des collectionneurs mais aussi des galeristes, des experts,...   un effort d'estimation quantitative des dimensions de cette réalité

**Exposé des motifs**

La figure du collectionneur est souvent évoquée et invoquée : les collectionneurs jouent en effet un rôle essentiel tant sur le plan artistique que sur le plan économique comme en témoignent aussi bien les artistes qui vendent en partie en atelier que les galeries de promotion qui dépendent souvent structurellement d'une demi-douzaine d'entre eux . On retrouve des collectionneurs dans tous les " mondes " et marchés de l'art contemporain quels que soient les types d'œuvres et les niveaux de prix. Le rôle des collectionneurs constitue, de plus, un sujet rituellement évoqué dans tous les rapports et plans de relance et de développement des arts plastiques et de leur marché.

**Objectif de l'étude**

Or force est de reconnaître que ces acteurs essentiels de l'éco-système des arts plastiques que sont les collectionneurs sont particulièrement mal connus à la fois en tant que population(s) et dans leurs pratiques de la collection. Ces pratiques contribuent d'abord à solvabiliser la production d'œuvres et à financer les artistes directement ou au travers des galeries de promotion ; mais

elles sont également le vecteur d'une fréquentation et d'une appropriation de l'art voire d'une "socialisation" de l'art contemporain.

On peut faire l'hypothèse que les collectionneurs ne forment pas une seule et unique population homogène mais au contraire plusieurs populations qui se distinguent par les genres et courants qui font l'objet de leurs achats de manière plus ou moins diversifiée mais aussi leur niveau de revenus, leurs dispositions culturelles, voire un rapport ou non à la pratique générique de la collection. Cette diversité se retrouve dans les pratiques des collectionneurs en fonction de multiples facteurs qu'il conviendrait d'identifier et hiérarchiser : place que la collection occupe dans leur existence et qui peut relever du "serious leisure", parfois du presque-métier permettant d'accéder à une véritable capacité de discernement sinon d'expertise, dimension sociale : de la pratique solitaire à la pratique quasi-collective, souci plus ou moins développé de la recherche de nouveaux artistes, rapport à la pratique ou non de collections concomitantes ou passées d'autres types d'objets, ampleur du spectre de leurs intérêts artistiques ou esthétiques, passage plus ou moins rapide d'un genre ou d'un artiste à un autre - assimilable à une vitesse de circulation -, rapport et arbitrage éventuels avec des actifs immobiliers et financiers dans des logiques de gestion de patrimoine,...

Un tel travail devrait permettre de préciser les conditions dans lesquelles les collectionneurs contribuent au développement de l'éco-système des arts plastiques, les éventuelles transitions qu'ils contribuent à assurer entre mondes et marchés de l'art ainsi que les profils de carrière qu'ils développent en évoluant en termes de postures et de types de pratiques de collection. Il devrait également contribuer à discerner les modalités pertinentes de confortement de leur implication.

#### **Réalisation de l'étude**

L'étude devrait s'appuyer d'abord sur une identification socio-démographique inédite des possesseurs/acheteurs/vendeurs d'œuvres et objets d'art dont les éléments seront fournis préalablement par l'exploitation au sein du DEPS de la partie de l'enquête Patrimoine de l'Insee consacrée aux œuvres d'art et de collection. L'étude à entreprendre devrait ensuite avoir pour objectif d'approfondir les éléments de typologie des collectionneurs mis à jour ou avancés à titre d'hypothèses dans le cadre d'une investigation préliminaire. Cet approfondissement s'effectuerait par l'observation et l'analyse qualitative des pratiques des différents types de collectionneurs et des différents types de postures correspondants en se fondant, de manière privilégiée, sur des entretiens avec des collectionneurs mais aussi des artistes, des galeristes, des experts,...

Une note d'hypothèses devra dans un premier temps être établie sur la base des données quantitatives disponibles mais aussi d'une recherche documentaire préalable voire de quelques entretiens. Cette note devra proposer un plan d'investigation détaillé et argumenté.

Pilotage : DEPS + DGCA

Marché public de 9 mois

Publication et valorisation souhaitées : *Culture études* fin 2013 et une demi-journée de valorisation

Liens vers des études déjà réalisées par le DEPS dans des domaines connexes :

- Françoise Benhamou, Nathalie Moureau et Dominique Sagot-Duvauroux  
Les galeries d'art contemporain en France Portrait et enjeux dans un marché mondialisé Question de culture 2001

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et->

[statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Les-Galeries-d-art-contemporain-en-France.-Portrait-et-enjeux-dans-un-marche-mondialise/%28language%29/fr-FR](http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Les-Galeries-d-art-contemporain-en-France.-Portrait-et-enjeux-dans-un-marche-mondialise/%28language%29/fr-FR)

- Muriel de Vriese, Bénédicte Martin, Corinne Melin, Nathalie Moureau, Dominique Sagot-Duvaurox Diffusion de l'art actuel en région : une étude des agglomérations du Havre , de Lyon , de Montpellier, Nantes et Rouen Culture études 2011-1 et Portrait économique des diffuseurs d'art actuel inscrits à la Maison des artistes Culture chiffres 2011-1

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Culture-etudes/Diffusion-et-valorisation-de-l-art-actuel-en-region-CE-2011-1>

- François Rouet Les galeries d'art contemporain en France en 2012 culture études à paraître en 2013

### **Projets en cours déjà engagés :**

- Notoriété des œuvres et des artistes : les nouvelles formes de consécration à l'ère numérique (7 sujets 2012)
- L'autoproduction dans les secteurs culturels (engagé en 2012)
- La fabrique de la programmation
- La production créative avec peu ou sans propriété intellectuelle (engagé en 2012)
- (séminaire de l'Ecole des Mines) Économie de la création et de la créativité
- (publication) Musiques actuelles, ça part en *live* (coédition IRMA)
- (publication) Les prestataires techniques dans les filières culturelles (engagé en 2010)
- (mises en ligne) 3 rapports sur les modèles économiques de la presse (engagés en 2010)

### 3°) LES POLITIQUES CULTURELLES : DU TERRITORIAL A L'INTERNATIONAL

#### 3-A) LE FINANCEMENT DE LA CULTURE

<b>Le financement de la culture</b>	<p>Cette étude a pour but le calcul d'une « Dépense de culture » sur la période 1995-2011, sur le modèle de celles calculées par exemple dans l'éducation, la recherche ou le sport</p> <p>La dépense de culture comprend l'ensemble des financements de tous les acteurs : état, établissements publics, collectivités territoriales, ménages et entreprises (publicité, mécénat, taxes, droits d'auteurs, etc.).</p> <p>La publication aura également un aspect méthodologique : comment passe-t-on des données budgétaires (budget des Ministères, des collectivités) à une dépense calculée « sans double comptes » selon les critères de la Comptabilité nationale ?</p> <p>Travail interne Coût prévisionnel : publication <i>Culture chiffres</i> au 1er semestre 2013</p>
<b>Les dépenses culturelles des ménages (enquête budget de famille INSEE)</b>	<p>Cette étude vise à exploiter sur le champ culturel l'enquête « Budget des familles 2011 » de l'Insee. L'étude permettra d'estimer la part des dépenses des ménages consacrées à la culture en croisant cette information avec les caractéristiques des ménages (niveau de vie, catégorie sociale, etc.). Elle permettra notamment de voir si les inégalités sociales relatives aux dépenses culturelles se sont accrues depuis 2005, et si oui, pour quels biens culturels.</p> <p>Travail interne Coût prévisionnel : publication <i>Culture chiffres</i> au 4ème semestre 2013</p>
<b>Nouvelle économie des institutions culturelles :</b> 1) publics et politiques tarifaires ; 2) le tournant numérique ; 3) nouvelles formes de gouvernance	<p>Les institutions culturelles territoriales, notamment les bibliothèques publiques et les musées mais également les établissements d'action culturelle, connaissent de manière récurrente des interrogations quant à l'exercice de leurs missions voire leur avenir, interrogations qui s'expriment avec insistance dans les débats professionnels que mènent bibliothécaires et conservateurs. Ces interrogations sont aujourd'hui renforcées alors qu'est en train de s'achever une grande période de mutations pour ce type d'institutions : implantation de nouveaux équipements ou rénovation des équipements existants, ce qui témoigne d'un effort important consenti par les collectivités territoriales avec l'appui du ministère de la Culture et de la Communication. Simultanément leurs moyens ont été remis à niveau, ce qui permis la diversification de leur offre d'activités : développement de la valorisation et de la mise en scène des collections, organisation d'expositions temporaires et d'événements. Ceci en a fait des établissements à la fréquentation accrue qui ont connu une expansion des publics – même si cette dernière se fait désormais plus faible – et transformé le rapport à leurs publics et leurs pratiques de médiation.</p> <p>Dans le même temps, ces institutions culturelles à la visibilité renouvelée car développant des stratégies de communication sont devenues des éléments clefs des politiques culturelles locales et n'échappent pas pour les plus grandes d'entre elles à des logiques de « starisation ». Cette évolution va de pair avec un</p>

renforcement du rôle identitaire des musées au niveau local et rend plus cruciales les capacités de collaboration et de mise en réseau avec les autres acteurs culturels locaux et les autres institutions au sein des réseaux professionnels.

L'économie de ces institutions est en mutation à la fois parce qu'elle tend à intégrer des éléments de l'économie du spectacle vivant et de l'événementiel mais aussi parce que les conditions d'articulation la plus pertinente possible culturellement entre l'accès aux collections et l'offre de services proposée et les attentes et les pratiques d'usage et d'appropriation des publics se modifie sensiblement. En effet, la révolution numérique vient ouvrir largement l'espace de cette articulation et, partant, des missions et des modalités d'exercice de ces institutions. Cela se produit à un moment où les budgets des collectivités territoriales se trouvent de plus en plus contraints et où une pression significative tend à s'exercer par exemple sur les dépenses de personnel. Dans le même temps, la concurrence s'accroît avec les autres équipements culturels pour ce qui est de leur contribution à la vie culturelle locale au travers de services qui ne relèvent pas de leur strict cœur de métier voire la recherche de recettes propres.

Dès lors, les interrogations des responsables de ces institutions se portent sur les stratégies des établissements, les rapports avec leurs tutelles et les modes de gestion. Comment articuler maîtrise renouvelée des collections et des outils pour les mettre à disposition, écoute des publics, de leurs besoins et de leurs attentes, et insertion dans les politiques territoriales ?

Il est donc crucial d'approfondir les évolutions de cette économie des institutions culturelles pour en préciser les enjeux selon les différents contextes territoriaux et les caractéristiques des établissements. En prenant en compte les acquis de l'approche institutionnelle, on abordera les questions suivantes : place des activités et compétences scientifiques ou spécialisées (bibliothéconomiques, muséologiques...), politique numérique, ingénierie des services proposés, politique des publics et tarification, rôle de l'événementiel, rôle des réseaux d'équipements, etc. Une analyse monographique d'échantillons raisonnés de bibliothèques et médiathèques devrait permettre de distinguer les types de modèles possibles et leurs évolutions. La référence à quelques musées étrangers aux caractéristiques très typées sera aussi mobilisée.

Subventions de recherche dans le cadre d'un Appel à propositions de recherche (APR)

15 mois

Publication et valorisation souhaitées : *Question de culture* fin 2014 et mise à disposition des rapports en ligne Journées d'économie de la culture envisageables sur ce thème en 2015

Liens vers des études déjà réalisées par le DEPS dans le même domaine ou domaines connexes :

- Argos Plein sens, La grande mutation des bibliothèques, 1997

- François Rouet, Les tarifs de la culture, Questions de culture 2003

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Les-Tarifs-de-la-culture>

- Jean Pierre Durand, Monique Peyrière et Joyce Sebag Bibliothécaires en prospective Travaux Deps 2006

[http://www2.culture.gouv.fr/culture/deps/2008/pdf/tdp\\_bibliothecaires.pdf](http://www2.culture.gouv.fr/culture/deps/2008/pdf/tdp_bibliothecaires.pdf)

- Anne Gombault, Christine Petr, Dominique Bourgeon-Renault, Marine Le Gall-Ely, Caroline Urbain La gratuité des musées et monuments côté publics, Questions de culture 2006

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Culture-etudes/La-Gratuite-des-musees-et-des-monuments-qu-en-pensent-les-publics-en-France-CE-2008-1-janvier-2008>  
- Jacqueline Edeilman, La gratuité dans les musées et monuments en France : quelques indicateurs de mobilisation des visiteurs, Culture études 2009-2  
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Culture-etudes/La-gratuite-dans-les-musees-et-monuments-en-France-CE-2009-2>  
- Nicolas Aubouin, Frédéric Kletz et Olivier Lenay, Médiation culturelle : l'enjeu de la gestion des ressources humaines, Culture études 2010-1  
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Culture-etudes/Mediation-culturelle-l-enjeu-de-la-gestion-des-ressources-humaines-CE-2010-1>  
- Culture & Médias 2030 : Prospective de politiques culturelles, Questions de culture 2011  
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Culture-Medias-2030>

**Projets en cours déjà engagés :**

- Enquête statistique nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales (engagé en 2012)

### 3-B) LES NOUVEAUX ENJEUX DU TERRITORIAL

<b>Marseille Provence 2013 : public et pratiques</b>	<p>Le projet propose de mettre en place un programme de recherche innovant et des enquêtes de terrain originales sur la question des publics de la culture et des pratiques dites « culturelles » à l'occasion d'un événement comme Marseille-Provence 2013. L'étude prend forme en amont de l'année de réalisation, afin d'observer et d'analyser la manière dont la question des publics, des pratiques et de la médiation culturelle est pensée aujourd'hui et dans l'élaboration même du projet Marseille-Provence 2013. Il a pour ambition d'observer et d'analyser la manière dont la question des publics, des pratiques et de la médiation culturelle est pensée dans le cadre de cet événement, en comparant avec ce qui s'est fait précédemment dans d'autres capitales en France, en Europe, à l'international.</p> <p>Le projet est structuré autour de plusieurs enquêtes de terrain de nature qualitative sur les publics et leurs pratiques et de l'organisation de rencontres scientifiques et de débats tout au long de l'année. Pluridisciplinaire et comparatif, il vise à fédérer les travaux en cours de jeunes chercheurs (doctorants et postdoctorants français et étrangers) ; il a aussi une ambition programmatique (théorique et méthodologique) avec la participation et collaboration de chercheurs confirmés, l'enjeu étant de repenser et renouveler les catégorisations et logiques d'analyses, afin d'observer et comprendre les mutations sociales et sociologiques dans le rapport contemporain entre les individus, les arts et la culture.</p> <p>Pilotage: DEPS + DGPAT + DGCA Subvention de recherche de 12 mois</p> <p>Liens vers des études déjà réalisées par le DEPS dans le même domaine ou domaines connexes : - E.Ethis (dir) Aux marches du Palais, le Festival de Cannes sous le regard des sciences sociales, La Documentation française, 2002 <a href="http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Aux-marches-du-Palais.-Le-Festival-de-Cannes-sous-le-regard-des-sciences-sociales">http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-publications/Questions-de-culture/Aux-marches-du-Palais.-Le-Festival-de-Cannes-sous-le-regard-des-sciences-sociales</a></p>
<b>L'action linguistique des collectivités territoriales</b>	<p>Voir les projets de la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France</p> <p>Pilotage: DEPS + DGLFLF Marché public de 6 mois</p>

**La dimension  
territoriale de la vie  
culturelle**

Sous le titre «La dimension territoriale de la vie culturelle» (ou «Territorialité»), il s'agit, plutôt que de réaliser une étude, de viser un ouvrage de référence destiné à établir l'état de l'art et des questions concernant la culture et le(s) territoire(s). L'ouvrage réunira les contributions d'une vingtaine de spécialistes de la question, et permettra de rendre visible et de consolider ce champ d'études et de recherche.

L'ensemble des contributions devraient contribuer à la réflexion en terme épistémologique d'abord, sur le sens de la variable territoire en matière culturelle, en terme de politique culturelle ensuite et, en mobilisant les approches ethnologique, anthropologique et sociologique enfin, sur les significations des dimensions culturelles des lieux, des espaces, des flux, croisées avec celles des individus, des groupes ou communautés et de leurs représentants institutionnels.

L'ouvrage est d'abord à visée théorique sans que le premier public visé ne se restreigne aux chercheurs. Sans verser dans une forme de vulgarisation scientifique, il devrait donner à voir, à comprendre et susciter la réflexion. L'ouvrage n'est pas un recueil d'expériences ou de bonnes pratiques, même si elles peuvent être convoquées dans les articles. L'ouvrage n'est pas une compilation d'articles préexistants, il repose sur une production intellectuelle nouvelle, si possible originale sans que soient conduites de nouvelles recherches ad hoc (enquêtes, etc.) en amont.

L'ouvrage sera réalisé avec la participation de l'Observatoire des politiques culturelles.

Commandes d'articles

12 mois

Publication souhaitée : ouvrage en 2014

**Projets en cours déjà engagés :**

- Pratiques locales de mécénat : le parrainage culturel d'entreprises (engagé en 2009)
- Estimation de l'impact économique de dépenses de court-moyen terme d'un événement culturel pour son territoire environnant : le cas de « Visa pour l'image » (engagé en 2010)
- L'impact d'événements culturels uniques importants sur l'activité économique locale, régionale ou nationale (engagé en 2012)
- Typologie des bibliothèques départementales (travail interne)
- (colloque) 6èmes journées d'économie de la culture et de la communication : les clusters culturels (Nantes, 26-27 mars 2013)
- (publication) Le rapport au territoire des équipes artistiques (engagés en 2011)



### 3-C) EXCEPTION CULTURELLE, DIVERSITE CULTURELLE, ECONOMIE CREATIVE : LES ENJEUX INTERNATIONAUX

<b>Équilibres et articulations des droits de propriété littéraire et artistique</b>	<p>Etat de l'art des réflexions sur la propriété littéraire et artistique à l'ère du numérique : les droits de propriété littéraire et artistique subissent certaines remises en cause sous l'effet des mutations économiques et sociales permises ou engendrées par le nouvel environnement numérique et les stratégies des acteurs industriels. Ces transformations affectent sensiblement la performance de la PLA comme instrument de régulation.</p> <p>D'une part, l'apparition des nouvelles industries culturelles venant des industries de l'information, telles Google, Amazon, Apple, ne se traduit pas seulement par leur prise de position dans l'édition et la distribution, mais aussi par l'apparition de nouveaux types de marchés, où la chaîne de valeur ne correspond plus au modèle implicite du droit de la PLA. D'autre part, le développement des pratiques numériques culturelles et médiatiques se traduit par des écarts à la norme retentissants mais aussi par l'apparition de nouvelles formes juridiques dont la consistance et la pertinence doivent être mesurées.</p> <p>L'étude sur « l'équilibre des droits de propriété littéraire et artistique » est conçue comme une réflexion de prospective à dix ans, prenant en compte les dimensions nationales, européenne et internationale de ces droits, en se concentrant sur leurs finalités ou fonctions. Une telle démarche implique d'être pluridisciplinaire (droit, économie, sociologie et philosophie du droit, sciences politiques). Elle s'intéressera notamment aux mutations de notions centrales : œuvre, reproductibilité, propriété, accès/exclusivité, contrefaçon, etc. en examinant les nouveaux équilibres qui se dessinent entre : le ou les auteur(s), les investisseurs (éditeurs, producteurs...), les distributeurs, diffuseurs, les différents types d'intermédiaires, et le(s) public(s).</p> <p>Le cahier des charges de cette étude fera l'objet d'une nouvelle élaboration au 2e trimestre 2013 en lien avec une étude sur le droit d'auteur commandée à Xavier Greffe et en fonction des conclusions de la mission Lescure.</p> <p>Pilotage : DEPS + SAJI (Service des Affaires juridiques et internationales, MCC) Subvention de recherche</p>
---	---

<b>Economie créative et stratégies de puissance</b>	<p>Le numérique n'est pas seulement au cœur de la « société de l'information » et de la « société de la connaissance ». Il constitue aussi un élément-clé des politiques concurrentielles menées autour de la notion d'« industries créatives ».</p> <p>Dans ce domaine, la place et l'orientation des principales puissances diffèrent sensiblement. En particulier, depuis 2008, c'est la Chine qui compte le plus grand nombre d'utilisateurs de l'internet, et devrait rapidement devenir le premier marché du numérique. Jusqu'à présent si « l'atelier du monde » et plus généralement l'Asie étaient entrés en force dans la production sous – traitée de matériels, puis de logiciels, la conception, le design et finalement le marketing restaient du côté américain, ou, à un moindre degré européen. L'Inde et les puissances de l'Asie du Sud (Indonésie, Corée, Malaisie, Corée) avec des acteurs industriels, (Hong-Kong, Singapour) comme places de marchés,</p>
---	--

participent activement au déplacement du centre de la puissance technologique et culturelle à l'Orient.

Cette situation pourrait changer rapidement : fin 2010, le pouvoir central chinois a décidé le « passage aux industries créatives » de l'économie chinoise. L'Europe ne peut se contenter de continuer à puiser son inspiration dans le modèle américain ; elle doit clairement et urgemment prendre en compte ces « nouveaux » entrants dans les industries créatives et le numérique que sont la Chine et l'Inde.

Cette étude de nature prospective prendra donc la mesure des importantes transformations en cours, en présentant la stratégie et l'action des Etats Unis, de l'Union Européenne, de la Chine et de l'Inde dans la période en cours. Elle doit permettre d'associer dans un groupe de travail l'administration centrale, les établissements publics, des opérateurs culturels (Bureau export de la musique, Unifrance, ...) mais aussi des institutions extérieures au ministère.

Ce projet d'étude fera l'objet d'une redéfinition en collaboration avec la SDAEI (Sous-direction des affaires européennes et internationales)

Pilotage: DEPS + SDAEI  
Subvention de recherche

**Projets en cours déjà engagés :**

- Répertoire des mesures d'intervention publique et parapublique à l'égard des industries culturelles et médiatiques (engagé en 2012)

## LES PRINCIPAUX PROJETS DE VALORISATION DU DEPS EN 2013

(Liste non exhaustive - chaque publication pouvant éventuellement donner lieu, en fonction de sa qualité et du contexte, à une rencontre destinée à sa valorisation)

### **Lancements de publications**

Mercredi 20 février 2013 :

**Promouvoir les œuvres culturelles. Usage et efficacité de la publicité dans les filières culturelles**, Jean-Samuel Beuscart & Kevin Mellet, Questions de Culture, 2013 : Conférence-débat à “ La Cantine ” le mercredi 20 février 2013 (dans le cadre de la “ Social Media Week ”), avec Frédéric Moget (Paramount), Simon Baldeyroux (Deezer France), Pierre Frémaux (Babélio.com), François Laurent (Univers Poche / Eritis), Olivier Gilbon (Super Gazol), Jean-Samuel Beuscart et Kevin Mellet (auteurs, Orange Lab), Stéphane Debenedetti (Paris-Dauphine).

Deuxième trimestre (lieu et format à définir avec l'IRMA) :

**Musiques actuelles : ça part en live**, Mutations économiques d'une filière culturelle, Gêrôme Guibert & Dominique Sagot-Duvaurox, co-édition DEPS / IRMA

### **Cultures Croisées**

Le Goethe Institut France, à l'occasion des 50 ans du Traité de l'Elysée, organise avec le DEPS un cycle de conférences-débats sur divers sujets de politiques culturelles dans une perspective comparative franco-allemande, pouvant s'appuyer sur des résultats d'études. Ce cycle a pour vocation de s'étendre aux Instituts culturels étrangers à Paris des réseaux EUNIC et FICEP à Paris.

Rappel des deux séances précédentes :

- 12 novembre 2012 : **Traduire la littérature et les sciences humaines. Conditions et obstacles** (sous la direction de Gisèle Sapiro), DEPS, Questions de Culture, 2012 : conférence-débat avec Xavier North (DGLFLF), Jean Mattern (éditions Gallimard), Elisabeth Beyer (Bureau du Livre français à Berlin), Michael Werner (EHESS), Hinnerk Bruhns (MSH) et l'auteur  
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-colloques-seminaires-debats/Les-rencontres/Cultures-croisees.-Politiques-culturelles-francaises-et-allemandes/Cultures-croisees-Politiques-culturelles-francaises-et-allemandes>

- 19 janvier 2013 : **Théâtre français, théâtre allemand**, invités : Jack Lang et Thomas Ostermeier, introduction par Jean-Michel Guy (DEPS), modération Nicole Colin et Joachim Umlauf

Prochaine séance : début mai (date à fixer) sur les modèles de la **presse en ligne** (à planifier avec la DGMIC)

**6e Journées d'économie de la Culture et de la Communication : Les clusters culturels et médiatiques – émergence, gouvernance et évaluation**, Nantes, 26 et 27 mars 2013, Quartier de la Création

Les Journées d'économie de la culture et de la communication du DEPS réunissent tous les deux ans des chercheurs, des acteurs économiques et des professionnels du champ culturel et médiatique pour mettre en débat les résultats de la recherche en économie portant sur les arts du spectacle vivant, le patrimoine, les arts plastiques et les industries de la Culture et de la Communication.

La 6<sup>e</sup> édition des Journées sera consacrée à l'émergence, la gouvernance et l'évaluation des *clusters*

culturels et médiatiques.

Les rapports entre les activités culturelles et médiatiques et les territoires font l'objet d'une attention renouvelée. Ils sont au centre de nombreux débats contemporains et occupent une place importante dans les prises de position et la communication d'une grande diversité d'acteurs nationaux et territoriaux. L'agglomération intentionnelle sur un territoire d'entreprises, d'organisations et de structures – appelée *cluster*, grappe ou pôle – est un des phénomènes les plus observés et discutés récemment.

Au cours de la dernière décennie, de nombreux travaux ont porté sur les *clusters* du domaine culturel et médiatique, poussés, entre autres, par des interrogations en matière d'intervention publique sur le caractère spontané de leur constitution et la possibilité pour les pouvoirs publics d'initier, ou du moins d'encourager, le phénomène d'agglomération. Face à l'ampleur, la diversité et l'hétérogénéité des résultats d'études et de recherches sur le sujet, il importe de faire un point sur l'état du savoir économique tout en discutant ces résultats à la lumière des expériences françaises et étrangères.

Les intervenants (économistes, urbanistes, géographes, responsables et professionnels), pour la plupart internationaux traiteront des deux thématiques suivantes : les choix de localisation des organisations créatives et l'émergence des *clusters* ; leur gouvernance et leur évaluation.

Programme disponible sur <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Les-colloques-seminaires-debats/Les-colloques>

Coût : 69 000 euros (prestataire : Société d'aménagement de la métropole ouest-atlantique / Quartier de la Création)

### **La journée d'études du DEPS**

À compter de décembre 2013, le DEPS organisera annuellement une journée d'études consacrée à mettre en débat ses principaux travaux et thèmes de recherche, afin de contribuer à mieux structurer ses liens avec le monde de la recherche sur ses domaines et d'accroître sa visibilité auprès des jeunes chercheurs et futurs professionnels de la culture (masters de recherche, masters professionnalisants). Organisée à Paris pour sa première édition, les journées d'études ont pour vocation d'être organisées avec des partenariats tournants (propositions pour Lyon en 2014, Strasbourg en 2015).

Est envisagée pour cette occasion la création d'un prix de thèse sur les politiques culturelles (" prix Augustin Girard ") qui pourra être remis pour la première fois en décembre prochain.

Décembre 2013, Paris :

**Etudes et politiques culturelles** : 1<sup>ère</sup> journée d'études du DEPS à l'occasion du cinquantenaire du service d'étude et de recherches du ministère.

En 2013, les cinquante ans de création du service d'études et de recherche au ministère sont l'occasion d'engager une réflexion générale sur la fonction "études et statistiques" au sein du ministère. Il s'agit à la fois d'effectuer un bilan du travail mené par le DEPS à la lumière de ses missions initiales, en publiant une synthèse rétrospective des principales enquêtes et études menées sur l'économie de la culture, les pratiques culturelles, l'emploi culturel ou les dépenses des collectivités territoriales et de définir de nouvelles orientations en liaison avec les besoins et attentes actuels du ministère en matière de statistiques et d'études, en étroite relation avec les directions générales du ministère ainsi que les chercheurs et universitaires partenaires du DEPS.

Durée du projet : 9 mois de préparation

Coût (hors publication et valorisation) : 30 000 euros y compris l'affectation du prix de thèse.

Publication souhaitée : *Questions de Culture* en 2014

## **PROGRAMME PRÉVISIONNEL DE PUBLICATION POUR 2013**

---

**Chiffres clés 2013, statistiques de la culture : mars 2013**

### **Collection Culture chiffres**

#### **1<sup>er</sup> semestre 2013**

- Le financement de la culture
- Les non salariés dans la culture
- Les entreprises de spectacle vivant, repères économiques
- Tendances de l'emploi dans le spectacle

#### **2<sup>e</sup> semestre 2013**

- Le poids économique de la culture
- Les associations du spectacle vivant
- Dépenses culturelles des collectivités locales
- Les dépenses culturelles des ménages (enquête budget de famille / Insee)

### **Collection Culture études**

#### **1<sup>er</sup> semestre 2013**

- La sortie au théâtre
- Emploi, travail et revenus dans les métiers artistiques
- Pratiques culturelles comparées des Français et des Américains
- L'économie du spectacle musical en France
- Les prestataires techniques dans les filières culturelles
- Le rapport au territoire des équipes artistiques

#### **2<sup>e</sup> semestre 2013**

- Éléments de comparaison sur la culture générale des Français, 1988-2008
- Culture et développement économique
- Les galeries d'art du premier marché
- Les mesures de soutien aux industries de la culture

### **Collection Culture méthodes**

#### **1<sup>er</sup> semestre 2013**

- Méthodes économétriques d'évaluation des politiques publiques
- Visa pour l'image : mesure de l'impact d'un événement culturel

#### **2<sup>e</sup> semestre 2013**

- Monographies du marché de l'art

### **Questions de culture**

#### **1<sup>er</sup> semestre 2013**

- Musiques actuelles : ça part en *live*. Mutations économiques d'une filière culturelle. [coédition DEPS/Irma]
- L'enfance au prisme de la culture : approches internationales

#### **2<sup>e</sup> semestre 2013**

- Pratiques culturelles des moins de 30 ans [coédition DEPS/Injep]

### **Mise en ligne de données sur site internet ministériel**

- Établissements de l'enseignement supérieur culture en 2011-2012 : janvier 2013
- Formations artistiques, culturelles et en communication en 2011
- Typologie des bibliothèques départementales

## RÉCAPITULATIF DES PUBLICATIONS DU DEPS 2012

---

### ◆ Questions de culture

---

Gisèle SAPIRO, *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions et obstacles*

Jean-Samuel BEUSCART, Kevin MELLETT, *Promouvoir les œuvres culturelles. Usages et efficacité de la publicité dans les filières culturelles*

### ◆ **Chiffres clés 2012**, statistiques de la culture, mars 2012

### ◆ Culture études

---

**CE-2012-1** : Daniel URRUTIAGUER, Philippe HENY, *Territoires et ressources des compagnies en France*

**CE-2012-2** : Françoise GAUDET, Christophe EVANS, *La lecture de bandes dessinées en France*

### ◆ Culture chiffres

---

**CC-2012-1** : Marie-Françoise SOTTO, *Les établissements d'enseignement supérieur Culture, année 2010-2011*

**CC-2012-2** : Frédérique PATUREAU, Marie GOUYON, *Le salariat dans le secteur culturel en 2009 : flexibilité et pluriactivité*

**CC-2012-3** : Valérie DEROIN, *Repères économiques des secteurs culturels marchands*

### ◆ Hors collection

---

Pierre-Jean BENGHOZI, *Entreprises culturelles et internet* [actes du séminaire “Contenus culturels numériques et modèles d'affaires innovants”]

ESSNet Culture, *European statistical System Network on Culture, Final Report*, Eurostat